



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 30/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA)**

16 allée Corrigan  
CS 40002  
CEDEX  
33120 Arcachon

Références : 2024-904  
Code AIOT : 0003102069

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA) implanté lieu-dit Grande Lande 33740 Arès. L'inspection a été annoncée le 24/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée dans le cadre de la vérification du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 12 février 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA)
- lieu-dit Grande Lande 33740 Arès
- Code AIOT : 0003102069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une unité de gestion de sédiments issus d'opérations de dragages mécaniques des ports et chenaux du Nord et de l'Est du Bassin d'Arcachon, et des sédiments provenant des bassins de stockage temporaire exploités par le SIBA.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation et sont couvertes par l'arrêté préfectoral du 10/05/2019 et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 20/01/2023 et 18/09/2024.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à sanction

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Déclaration annuelle GERE des quantités de déchets	Arrêté Préfectoral du 10/05/2019, article 4.5.1 et 5.1.7.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative - volumes d'activité	Arrêté Préfectoral du 18/09/2024, article 1.2.1	Sans objet
2	Rétention du sol	Arrêté Préfectoral du 12/02/2024, article 1	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
3	Rejet des effluents des lagunes dans le milieu naturel et autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 18/09/2024, article 2.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'aire de travail couverte a été traitée de manière à ramener l'installation en conformité. Par ailleurs, le volume d'activité constaté est conforme à l'autorisation d'exploiter et le rejet d'effluents de lagunes envisagé est conforme sous réserve d'un débit suffisant du Cirès.

En revanche, la déclaration GEREP, non finalisée en 2022 et 2023 pour des raisons diverses (notamment le cadre de surveillance inadapté à l'arrêté, ce point a été corrigé avec le service en charge de l'outil GEREP) doit être réalisée au plus vite pour 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - volumes d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2024, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Article 1.2.1 : Liste des Activités, Installations, Ouvrages et Travaux (AIOT) concernés par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
Rubriques	S i t u a t i o n a c t u e l l e m e n t d é c l a r é e		
N°	Intitulé	Capacité de l'activité	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795, et 2971 au titre de la rubrique n° 2791 1. Supérieure ou égale à 10t/j	Capacité de traitement : 2 000 t/j	A
2716-1	Installation de t r a n s i t , regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations	V o l u m e d e sédiments : 25 000 m³	E

	des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 au titre de la rubrique n°2716 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>		
2517-1	Station de transit, regroupement, ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés d'autres rubriques au titre de la rubrique n°2517 1. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>	Superficie : 25 000 m <sup>2</sup>	E

**Régime :A (Autorisation), E (enregistrement),DC (Déclaration soumis au contrôle périodique), D (Déclaration), NC (non classé)**

#### Constats :

Documents examinés :

- registre des entrées pour la période 2022-2024
- registre des sorties pour la période 2022-2024
- cahier d'exploitation générale du site
- cahier d'exploitation des sédiments

Les sédiments sont considérés comme des déchets non dangereux non inertes et leur tri, transit, regroupement relève de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées.

D'après les registres d'entrée et sortie de sédiments et les cahiers d'exploitation, le site entrepose actuellement 13 600 m<sup>3</sup> de sédiments dont :

- 6 400 m<sup>3</sup> issus du dragage de 2022 du port de Tracasse et placés dans les bassins de stockage 1 et 2 ; ces sédiments devraient être déplacés dans l'aire de travail d'ici fin 2024 ; le bassin de stockage n° 3 a été vidé (350 m<sup>3</sup>) entre le 14/10/2024 et le 18/10/2024 en vue de travaux de terrassement avec une entreprise extérieure ;
- 7 200 m<sup>3</sup> issus du dragage de 2024 du port d'Andernos (30/01/24 au 23/02/2024) et placés dans les bassins d'égouttage 1, 2 et 3. Le registre d'entrée fait état d'un volume en entrée sur site de 8460 m<sup>3</sup> correspondant au volume de la matière entrante avec un fort taux d'humidité.

Lors de la visite sur site, l'Inspection des installations classées a pu vérifier le remplissage de ces

bassins.

Ces 13 600 m<sup>3</sup> restent en-deça du volume maximal autorisé (enregistré) sur le site qui est de 25 000 m<sup>3</sup> et qui correspond à la pleine capacité du site lorsque tous les bassins (stockage + égouttage) sont pleins.

Par ailleurs, le jour de la visite, le site n'entreposait aucun déchet non dangereux inerte pour lequel il est autorisé (enregistré) à hauteur d'une aire de transit de 25 000 m<sup>2</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Rétention du sol

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/02/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

### Article 1

L'unité de gestion des sédiments, sise sur le territoire de la commune d'Arès, au lieu-dit Grande Lande, exploitée par le SIBA est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 70 euros, jusqu'à satisfaction des dispositions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 12 septembre 2022 susvisé, à savoir :

- « un sol étanche est mis en place et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement » ;

Il est sursis à exécution de l'astreinte jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2024, afin que l'exploitant puisse justifier que la nature du sol en place est équivalente à l'objectif d'étanchéification défini par l'arrêté ministériel susvisé.

La date du 1<sup>er</sup> novembre est fixée pour tenir compte de la suspension d'exploitation lourde sur site entre le 1<sup>er</sup> mars et le 31 août conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mai 2019.

Si la mise en conformité est justifiée pendant cette période, aucun recouvrement ne pourra être opéré. Dans le cas contraire, le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024.

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.

### Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport rédigé par le SIBA en octobre 2024 décrivant le bilan des travaux d'étanchéité du sol de l'aire de travail couverte ainsi que le devis et le bon de commande pour ces travaux. Le jour de l'inspection, le rapport du prestataire de travaux NGE décrivant l'étude technique et la réalisation des travaux a été fourni en complément.

Sur place, l'inspection a constaté que l'aire couverte de travail a été vidée et que les travaux ont bien été réalisés : un regard dans le coin Sud-Ouest permet de visualiser une coupe transversale des couches (matériaux traité "lygex" imperméable, géotextile et grave non traitée). Un regard borgne est placé au centre de l'aire pour collecter les éventuelles eaux drainées. L'exploitant

indique que cette aire couverte n'a pas vocation à recevoir de l'eau car les sédiments qui y sont placés sont ceux suffisamment égouttés pour être valorisés. Le regard permettra tout de même de pomper dans un point bas si besoin.

**Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'astreinte et de mise en demeure correspondantes peuvent être levées car l'installation est revenue en conformité.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

### N° 3 : Rejet des effluents des lagunes dans le milieu naturel et autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/09/2024, article 2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejet aqueux

#### **Prescription contrôlée :**

Les dispositions de l'article 4.4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2019 sont remplacées par les dispositions suivantes.

Les conditions initiales de rejets sont définies comme suit :

- nature des effluents : eaux de process ;
- débit maximal journalier : 100 m3/j ;
- exutoire du rejet : bassin de rejet de l'installation ;
- milieu naturel récepteur : ruisseau de Cirès (FRFRC6\_2) ;
- température : < 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l ;

- valeurs limites de rejet :
- cf. tableau détaille dans l'arrêté préfectoral.

Pour effectuer des rejets au milieu naturel, l'exploitant applique les mesures suivantes.

Avant chaque opération de rejets des effluents au milieu naturel, l'exploitant doit en informer l'inspection des installations classées.

À cet effet, l'exploitant est autorisé à rejeter ses effluents dont la teneur en chlorures ne peut excéder 2 500 mg/L.

Ces rejets peuvent s'étaler sur 30 jours consécutifs, sans toutefois dépasser 90 jours de rejet maximum annuel, de préférence en période hivernale ou lors de périodes exceptionnellement pluvieuses.

Lors de chaque rejet, l'exploitant effectue un relevé des mesures en conductivité et en chlorures, en 3 points minimum (en amont du rejet, au niveau du point de rejet et 500 mètres en aval du point de rejet). Ces mesures sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'installation ne possède qu'un point de rejet, dans le ruisseau du Cirès (milieu naturel). Ce point de rejet est utilisé de manière ponctuelle, lorsque les lagunes sont pleines, de manière générale à hauteur d'une à deux campagnes par an pendant la période hivernale où la pluviométrie est la plus importante. Le rejet est réalisé par pompage depuis un bassin de rejet (en aval de la lagune 4) dans une canalisation dont la sortie est localisée dans le Cirès.

Le jour de l'inspection, toutes les lagunes étaient pleines, un rejet était envisagé dans les semaines

<p>à venir par l'exploitant. La hauteur d'eau du ruisseau (&lt;20 cm), donc son débit (reliés par la formule débit = 1,4227xHauteur<sup>1,9523</sup>), n'était pas encore suffisante pour démarrer la campagne de rejet. Une analyse de l'eau contenue dans la lagune 4 a été réalisée le 19/09/2024. Les résultats d'analyse ainsi qu'une mise en regard avec les seuils de l'AP et du cadre GIDAF ont été transmis à l'inspection le 21/11/2024. <b>Les résultats sont conformes mais l'exploitant attire l'attention de l'inspection sur le fait que le cadre GIDAF ne correspond pas aux seuils fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Un travail de mise en cohérence est mené en parallèle du rapport d'inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Déclaration annuelle GERE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2019, article 4.5.1 et 5.1.7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4.5.1 Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux [...] Les résultats des mesures du mois N réalisées au titre de la surveillance des rejets aqueux devront être saisis et transmis à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1 sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet.</p> <p>5.1.7.2 Déclaration des déchets L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration GERE pour l'année 2023 n'a pas été réalisée au titre des déchets. L'exploitant explique avoir rencontré des difficultés car la plateforme était indisponible (a priori clôturée) au moment de sa connexion et explique avoir été en contact avec l'inspection des installations classées à ce sujet, sans qu'une solution n'ait pu être trouvée. <b>La prescription n'est pas respectée.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de saisir sa déclaration GERE pour l'année 2024 (ouverture de la plateforme en janvier 2025 pour la déclaration 2024).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>